

Le «niet» des élites politiques

Tout à tour, ils se décommandent. Devançant les sollicitations compromettantes, Saïd Sadi et Rédha Malek viennent de faire savoir, chacun à sa manière évidemment, qu'ils ne seraient pas «recrutables». Le premier en gelant son activité politique et le second en mettant un point final à sa carrière. Qu'ils aient ou pas hésité avant de se prononcer n'a, désormais, plus de sens. Le fait majeur de ce refus est qu'il s'appuie sur un solide argumentaire accusateur destiné essentiellement au pouvoir. Foncièrement, les constats que ces deux personnalités établissent recoupent celui de Zeroual. Une convergence qu'approfondit, par ailleurs, le réquisitoire du général Benyelles ⁽¹⁾, lequel réactualise son analyse de 2004 en la recentrant sur le vrai faux compagnonnage de l'armée et Bouteflika.

En moins de quinze jours, ces trois défections publiques ne peuvent que susciter des inquiétudes dans le sérail. En se «passant le mot», comme il se dit prosaïquement, les élites politiques ne seraient-elles pas en train d'organiser une singulière résistance au fait accompli ? Bien plus, les silences de Hamrouche, Aït Ahmed, Taleb Ibrahimi et Khatib, dans la mesure où ils seraient perçus comme étant des «fin de non-recevoir», que resterait-il alors de sérieux à «prospector» par l'entourage de Bouteflika ? Autrement dit, comment et avec qui il comblera le vide sidéral menaçant la crédibilité d'une reconduction ? Faute de personnalités, ira-t-il jus-

qu'à se contenter de la ridicule présence de Hanoune et Touati ? Auquel cas, ce scrutin, très mal engagé, se réduira à un détestable plébiscite dont le régime sortira affaibli, voire plus impopulaire que lors des précédents mandats. Bien plus qu'une contrariété à surmonter, ce sont les fondements mêmes de sa stratégie de confiscation du pouvoir qui sont ébranlés par cette «épidémie» du niet.

A deux mois d'un vote, qui, habituellement, enthousiasme l'opinion, une telle rareté d'acteurs signifie que Bouteflika a déjà perdu le premier tour de «sa» présidentielle. Pour preuve, le temps n'est plus aux incantations rassurantes. Cette fois, c'est la panique dans le premier cercle. Perdant de leur superbe arrogance, les petits faiseurs multiplient, depuis quelques jours, les appels à la mobilisation «populaire». Signe révélateur, ils démarchent les officines associatives qu'ils désignent, par imprudence sémantique, d'«organisations de masse» ! Voilà qui, non seulement renseigne sur le reliquat de leur extraction politique (parti unique), mais, encore, indique que la totalité de l'appareil d'Etat est tout à fait disposée à changer le sens démocratique et pluraliste d'un scrutin présidentiel. C'est-à-dire, à retourner au show des allégeances populaires grâce à la secrète science du bourrage des urnes. La seule parade à une situation que le pouvoir n'a pas su anticiper jusque-là. Une hypothèse originale et de plus en plus probable dont les conséquences à terme ne

seront pas, paradoxalement, préjudiciables au pluralisme et aux libertés publiques mais, plutôt, au régime et au système qui le sous-tend. La reconduction, dans les conditions présentes, s'apparenterait à un viol de trop de la Constitution après le coup de canif du 12 novembre 2008. Surtout que la grande inconnue pour le pouvoir demeure le comportement de l'électorat.

De plus en plus méfiant, celui-ci tolérera-t-il, cette fois encore, qu'on s'approprie ses voix ou qu'on falsifie son abstentionnisme ? A cette question, le général Benyelles rappelle, sans trop y croire, que «le boycott est non seulement un devoir civique mais, un acte patriotique» ⁽²⁾. Or, comment raviver cette vigilance patriotique auprès de l'électorat quand les réseaux et les relais politiques, capables de diffuser cette pédagogie, ont fait le choix de suspendre leur travail sur le terrain ? Une quadrature du cercle qui ne fait pas de l'électorat un organe vivant et conscient mais le réduit à une somme d'électeurs isolés les uns des autres. C'est justement à cet électeur improbable, parce que lucidement désenchanté, qu'il faut exposer ce dilemme. A lui, le grand cocu historique, de trancher chirurgicalement. Sachant qu'il fut de tout temps le «magnifique» trompé de la comédie démocratique, comment peut-il encore croire à ceux qui, exceptionnellement, l'invitent à refuser la dernière mascarade, lorsque ce furent les mêmes qui, il y a cinq et dix ans, lui disaient le contraire ?

Même si les périls de nos jours sont plus grands que par le passé récent, quelle garantie a-t-il pour que sa résistance passive ne soit pas détournée de son sens ? Certes, une société, défaite et sceptique sur tout, a de fortes chances d'accoucher de saines révoltes mais, encore faut-il que les divorces



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

proviennent des élites elles-mêmes. Que celles-ci cessent de louvoyer et d'étalonner leur réactivité par rapport aux normes du système quand il faut aller brutalement vers la rupture. Et c'est encore le général-pamphlétaire qui indique sans fioritures les seules voies de ce salut. En résumé, il appelle à la «suspension de la Constitution et des partis politiques, à la dissolution du Parlement, à la remise du pouvoir à un gouvernement de transition et à la désignation d'un conseil national pour l'instauration de la démocratie (CNID)» ⁽³⁾. Bien plus qu'un programme pour une nouvelle république monarchique, le Tout-Alger des politiciens spéculait alors que l'électeur basique a déjà oublié ce que les vocables : «civiques et patriotiques» signifient.

B. H.

1, 2 et 3 : Toutes les citations sont extraites de la contribution du général à la retraite Rachid Benyelles, publiée dans le quotidien *El-Watan* du jeudi 22 janvier sous le titre : «L'armée, Bouteflika et le pouvoir».

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

CONDOLÉANCES

La famille Hamidechi a appris avec beaucoup d'émotion la disparition de Mohamed Boussetla, inhumé à Constantine le jeudi 22 janvier. En cette douloureuse circonstance, elle tient à assurer la famille du défunt de ses sincères compassions et prie notamment son frère Salim et sa sœur Madame veuve Bedjehit Dalila de trouver ici l'expression de sa profonde solidarité dans ce malheur.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

Désolé, je n'ai rien d'autre pour commencer la semaine !

Rédha Malek claque la porte de l'ANR. Le parti se retrouve dans de beaux draps. Qui va payer ...

...la réparation de la porte cassée ?

Au moment où le président noir du pays le plus puissant de la planète danse un slow langoureux avec sa sculpturale épouse, fait mumuse avec ses deux adorables filles, plaisante avec le magistrat qui lui fait prêter serment, fait pleurer de bonheur des nanas et des mecs de plus de 70 ans et qui n'avaient jamais espéré voir ça de leur vivant, respecte son premier engagement de campagne en signant, dès son installation dans le bureau ovale, le décret de fermeture de Guantanamo, dit clairement à la face du monde qu'il est fier d'appartenir à un pays multiconfessionnel où se côtoient chrétiens, musulmans, juifs, hindous et athées, que se passe-t-il en Algérie, pays gouverné par un Blanc aux yeux bleus ? Les députés de l'Assemblée nationale votent l'article 175 bis sanctionnant les harraga et ceux qui les convoient en mer. Le procès de la 3^e vague des émeutiers de Chlef était reporté, faute d'avocat, vu que les familles des préve-

nus n'avaient pas assez d'argent pour se payer les services de défenseurs. A Constantine, 15 enseignants étaient condamnés à deux mois de prison avec sursis pour avoir commis le plus horrible des crimes, celui de s'être rassemblés pacifiquement devant le siège régional de la Direction de l'éducation. Et à travers tout le pays, 15 Algériennes et Algériens vérifiaient aux dépens de leurs vies que rien n'est fait pour les protéger de pluies, qualifiées ici de torrentielles et provoquant l'émission immédiate de BMS, de bulletins spéciaux, alors qu'ailleurs, là où les égouts ont encore une fonction, 20 centimètres de pluie sont considérés pour ce qu'ils sont, au fond : une petite ondée. Et après ça, après tout ça, t'as un tas de journaux, de femmes et d'hommes politiques, de la majorité et de l'opposition gentille et domestique, qui viennent répondre tranquillement à la question que personne ne leur a vraiment posée : «Que peut attendre l'Algérie d'Obama ?» Rien, khouya, rien ! Juste qu'il continue de me faire rêver et que ma parabole ne tombe pas en panne. C'est tout ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

